

G-7. En effet, le pouvoir de l'individu ne fait qu'augmenter alors que la marge de manoeuvre des États, et donc leur capacité à défendre les droits de l'individu, ne fait que diminuer. Dans ce contexte de la mondialisation, l'heure est plus que jamais venue de renforcer les institutions multilatérales afin de les rendre plus sensibles aux aspirations des populations qu'elles servent. Le dialogue continu que nous offrent les sommets du G-7 est un outil important vers la réalisation de cet objectif.

Beaucoup de critiques ont été faites à leur égard cependant. Pour certains, il s'agit là d'extravagances médiatiques. Pour d'autres, une occasion pour les dirigeants d'approuver un texte qui ne sera jamais suivi. Je dois vous dire que le premier ministre Chrétien, a été très sensible à ces critiques et a voulu faire de ce Sommet une véritable séance de travail entre dirigeants. Sans remettre en question l'importance du travail préliminaire effectué par les différents sherpas, il reste encore beaucoup de travail à accomplir par les dirigeants eux-mêmes.

Le travail effectué au niveau officiel ne saurait jamais remplacer la volonté politique des différents membres du G-7. Si échec il y a, et si nous devons critiquer certains sommets précédents, c'est bien à ce niveau. Quant au gouvernement canadien, je puis vous dire que le Sommet d'Halifax occupe une place importante dans son agenda de politique étrangère.

En tant qu'hôtes de ce Sommet, nous avons eu l'unique opportunité d'établir l'agenda et de donner le ton aux discussions.

Permettez-moi, si vous le voulez bien, de parler brièvement de quelques-uns des objectifs politiques du Canada à la veille du Sommet d'Halifax. Le premier ministre Jean Chrétien profitera de sa présence ici demain pour vous parler du volet économique du Sommet d'Halifax.

La question de la réforme des Nations Unies [ONU] est un bon exemple de nécessité de volonté politique. Ce Sommet nous donnera l'occasion non seulement de souligner le 50<sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies, mais aussi de réaffirmer notre engagement à la coopération multilatérale dans les domaines de la politique et de la sécurité. J'entends bien poursuivre le dialogue que j'ai entamé l'année dernière à New York lorsque j'ai présenté, au nom du gouvernement, les propositions canadiennes pour reformer les Nations Unies, notamment en ce qui concerne la capacité de réaction rapide des Nations Unies. Le Canada a entrepris une étude sur la question et s'est engagé à en présenter les résultats lors de la prochaine Assemblée générale cet automne à New York.

De nombreuses voix se sont élevées récemment pour douter du bien-fondé des opérations de maintien de la paix et de la capacité de l'ONU à remplir son mandat. Je suis le premier à reconnaître les